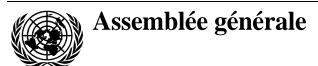
Nations Unies A/CONF.192/PC/49



Distr. générale 10 avril 2001 Français Original: anglais

Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects Troisième session

19-30 mars 2001

Note verbale de la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies, en date du 2 avril 2001, adressée au Département des affaires de désarmement du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, pour communication des propositions d'ordre rédactionnel relatives à la version révisée du projet de programme d'action (A/CONF.192/PC/L.4/Rev.1)

La Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Département des affaires de désarmement du Secrétariat de l'ONU et a l'honneur de lui communiquer ci-joint ses amendements au projet de programme d'action présenté par le Président du Comité préparatoire de la Conférence (A/CONF.192/PC/L.4/Rev.1) (voir annexe).

01-32830 (F) 260401 260401

Annexe

Amendements proposés au document A/CONF.192/PC/L.4/Rev.1 et soumis par la Chine

Préambule

Paragraphe 6

Réaffirmant que nous respectons et honorons les normes fondamentales du droit international et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, y compris l'égalité souveraine des États, le règlement pacifique des différends **internationaux**, la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États,

Paragraphe 20

- a) Renforcer ou élaborer des **mesures** normes aux niveaux mondial, régional et national permettant de soutenir et de mieux coordonner les efforts menés pour prévenir et maîtriser le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects;
- c) Mettre particulièrement l'accent sur les régions du monde où des conflits s'achèvent et où il convient de résoudre d'urgence les graves problèmes que pose le commerce illicite des la prolifération d'armes légères;

Section II

Paragraphe 9

Examiner les demandes d'autorisation d'exportation en fonction de critères nationaux ou régionaux stricts couvrant toutes les catégories d'armes légères.

Paragraphe 10

Mettre en place des lois, réglementations et procédures administratives permettant d'exercer un contrôle efficace sur le transfert des armes légères, y compris l'utilisation de documents de certification efficaces, tels que des certificats d'utilisation finale, authentifiés et de mesures législatives et coercitives renforcées.

Paragraphe 12

Mettre en place des systèmes nationaux de réglementation des activités des courtiers en armes, conformes à la situation particulière de chaque pays. Un tel système peut comprendre, entre autres, l'immatriculation des courtiers, la délivrance de licences ou d'autorisations et des sanctions pour la criminalisation de toutes les activités de courtage illicites menées dans les zones relevant de la juridiction de l'État.

Paragraphe 14

Prendre toutes les mesures nécessaires, y compris juridiques ou administratives, contre toute activité entreprise Traiter tout transfert d'armes légères en violation d'un embargo décrété par le Conseil de sécurité des Nations Unies comme un erime et veiller à ce que la législation interne en fasse de même.

2 n0132830.doc

Paragraphe 18

Détruire les surplus d'armes légères selon des méthodes efficaces et internationalement acceptées et des procédures efficaces et ne portant pas atteinte à l'environnement. Les armes en excédent qui auront été conservées à d'autres fins seront définitivement rendues inopérantes et déclassées.

Paragraphe 19

Encourager les États à détruire les armes légères en public, **lorsque cela est possible**, de façon à développer la sensibilisation à cette question et à renforcer la confiance.

Paragraphe 26

Renforcer et mettre en place, quand cela est approprié et comme convenu par les États concernés, des moratoires, dans les régions ou sous-régions touchées, régionaux ou sous régionaux concernant le transfert et la fabrication d'armes légères et/ou des programmes d'action régionaux destinés à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, respecter ces moratoires et programmes d'action et coopérer avec les pays concernés à leur application, par la fourniture d'une assistance technique ou au moyen d'autres mesures.

Paragraphe 27

Créer, quand cela est approprié, des mécanismes sous-régionaux et régionaux, et en particulier instaurer une coopération douanière transfrontière et constituer, sans compromettre la sécurité nationale ou les intérêts commerciaux, des réseaux pour le partage d'informations...

Paragraphe 30

Adopter, volontairement, des mesures appropriées...

Paragraphe 35

Mettre en place des Étudier la possibilité d'élaborer des arrangements internationaux et un instrument juridiquement contraignant afin de permettre aux autorités compétentes de repérer rapidement les circuits de commercialisation des armes légères illicites.

Paragraphe 37

Parvenir à Encourager une position commune au sujet des principales questions et de l'ampleur des problèmes liés au courtage illicite d'armes afin de'améliorer la réglementation réglementer dles activités des courtiers.

Section III

Paragraphe 12

Les États s'engagent à échanger, volontairement et sans compromettre la sécurité nationale, des informations sur leurs systèmes nationaux de marquage des armes légères.

n0132830.doc 3

Section IV

Paragraphe 1 c)

Renforcer et développer encore les l'application des mesures contenues dans le Programme d'action, y compris la négociation l'étude de la possibilité d'élaborer un instrument international visant à déterminer et remonter les filières d'approvisionnement en armes légères illicites;

Paragraphe 1 d)

Envisager l'élaboration Étudier la possibilité d'élaborer un instrument international visant à limiter la production...

4 n0132830.doc